Le procès des catholiques de Madrid

Manuel Tuñón De Lara

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/975>

DOI : 10.4000/bhce.975

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 230-231

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « Le procès des catholiques de Madrid », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/975>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

Le procès des catholiques de Madrid

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « Le procès des catholiques de Madrid », revue *Esprit*, n° 279, décembre 1959, p. 737-738.

- 1 La presse vient d'annoncer la condamnation à trois ans de prison du diplomate catholique M. Julio Cerón Ayuso, qui a comparu le 9 novembre devant le tribunal militaire d'exception siégeant à Madrid. D'après les dépêches de presse, neuf des compagnons de M. Cerón ont été condamnés à des peines de prison allant de deux ans à six mois.
- 2 Il n'est pas sans intérêt de rappeler que les accusés ont été jugés suivant la loi d'exception de mars 1943. Cette loi, abrogée par la suite, a été remise en vigueur cette année par le truchement d'une disposition additionnelle à la loi d'ordre public de juin 1959. Cependant, il est curieux de constater que la dite loi d'ordre public prévoit des tribunaux spéciaux mais toujours civils dans le cas de déclaration de l'état d'urgence (situation exceptionnelle). Et M. Cerón et ses amis ont été jugés par une juridiction militaire d'exception bien que la situation soit normale et que l'état d'urgence n'ait pas été déclaré par les autorités.
- 3 Ce procès, qui devait avoir lieu le 2 novembre, puis le 3, fut encore ajourné de 24 heures, puis *sine die*. Cependant, le samedi 7, il a été à nouveau convoqué pour le lundi 9 à neuf heures du matin. Il est permis de remarquer que ces ajournements ont coïncidé avec la présence à Madrid de deux observateurs français (M. Georges Suffert et Me Dechézelles) et d'un observateur britannique (M. Davies) qui avaient l'intention d'assister au procès. Me Dechézelles s'est vu refuser l'autorisation de voir, en tant qu'avocat, l'accusé M. Cerón.
- 4 C'est seulement une fois les observateurs partis que le tribunal a été convoqué de nouveau d'une manière assez brusque. Cependant une foule considérable a manifesté le lundi 9 novembre, rue du Reloj, lorsque les accusés descendaient des voitures

cellulaires pour être jugés. Une centaine de personnes, dont vingt prêtres, réussirent à pénétrer dans la salle d'audience.

- 5 On nous signale aussi que le juge d'instruction avait refusé de joindre au dossier de nombreux témoignages en faveur des accusés, dont ceux des pères jésuites Diez-Alegría et José María Llanos, du père Sopena, recteur de l'église de la Cité universitaire de Madrid, du père Luciano Carreta (ce témoignage avait été écrit avec l'autorisation de l'archevêque de Barcelone, Mgr Modrego), de M. Pedro Laín Entralgo, ancien recteur de l'Université de Madrid, etc. Les accusés n'ont pas pu désigner d'avocats civils pour leur défense.
- 6 Le procureur a demandé une peine de dix ans de prison pour M. Julio Cerón. Celui-ci a tenu à déclarer que la grève générale préparée pour le 19 juin n'avait pas pour but de renverser le régime, mais de protester contre les abus du gouvernement. Répondant aux accusations du procureur, il a ajouté qu'il appartient à une génération qui a dépassé les haines de la Guerre civile : « Mon attitude n'est pas celle d'un catholique isolé ; elle est partagée par de nombreux jeunes et même par des membres du jeune clergé qui veulent travailler pour reconstruire une Espagne où régnera la justice, où chacun trouvera sa place ». Son avocat militaire a souligné la circonstance atténuante qu'il se soit rendu de Genève à Madrid, à l'appel du ministre des Affaires étrangères, alors que les arrestations opérées dans la capitale d'Espagne laissaient facilement prévoir que cette convocation « pour des raisons du service » n'était qu'un prétexte (d'une honnêteté très contestable, pourrait-on ajouter) pour le mettre à la merci d'une arrestation.
- 7 La condamnation de M. Cerón et de ses compagnons a soulevé une considérable émotion dans les milieux catholiques libéraux d'Espagne, car pour la première fois depuis la Guerre civile, des militants catholiques sont condamnés à de lourdes peines de prisons. Cette émotion est d'autant plus forte que le capitaine général n'ayant pas ratifié la sentence, on craint une révision du procès pour aggraver les peines.